

Gare de Saint-Denis, place du 8 mai, centre-ville : sortir de l'abandon, exiger des réponses de solidarité et de santé publique.

Depuis plusieurs années, le quartier de la gare de Saint-Denis est au cœur de nombreux débats au même titre que d'autres espaces de la ville (place du 8 mai 1945, porte de Paris). Certain.e.s habitants expriment régulièrement leurs inquiétudes face aux nuisances et aux délits dans l'espace public, et des acteurs politiques surfent sur le sentiment d'un lieu dangereux et désordonné au service d'un agenda réactionnaire et sécuritaire. Pourtant, le quartier de la gare est devenu un espace où se concentrent des problématiques sociales, sanitaires et urbaines qui dépassent largement le seul cadre de la sécurité et la tranquillité publique.

Car dans le même temps, des habitant.e.s, des occupant.e.s et des travailleur.euse.s de l'espace de la gare se sentent de plus en plus abandonné.e.s face à des problèmes bien réels mais plus complexes que ce que les polémistes tentent de faire voir : précarité extrême, ruptures des droits, difficultés d'accès aux soins, isolement, errance, situations migratoires complexes, travail informel de survie, circulation de psychotropes et consommations à risque.

Des travailleur.euse.s précaires, personnes exilées, personnes sans domicile, usager.ère.s de drogues, personnes confrontées à des difficultés de santé y survivent quotidiennement. Ces dernières années, plusieurs personnes occupant cet espace sont décédées. Ces événements ne sont pas des faits isolés, ils sont des faits sociaux qui rappellent brutalement les conséquences humaines de l'abandon social et politique dont souffrent les plus précaires et les personnes exilées sur ce territoire.

Face à ces réalités, les réponses successivement mises en œuvre ont montré leurs limites. Les interventions policières et les opérations de dispersion peuvent produire des effets immédiats et répondre aux attentes de certain.e.s riverain.e.s. Mais elles ne permettent pas de traiter les causes de la précarité et sont loin d'améliorer durablement les conditions de vie dans le quartier. Les difficultés se déplacent ou se résorbent temporairement sans disparaître.

Des réseaux d'autogestion et des moments de solidarité naissent également de ces difficultés, des consciences sociales et politiques se forment. Toutefois elles souffrent d'un manque de moyens et de ressources conséquent.

Nous refusons que le débat public se limite à une opposition stérile entre répression et laisser-faire, à une incompréhension du social au nom d'une gestion court-termiste et impensée du quotidien. Les habitant.e.s, travailleur.euse.s, riverain.e.s du quartier ont droit à un espace public apaisé, mais digne. Ces exigences ne s'opposent pas, elles sont indissociables.

Nous appelons donc les pouvoirs publics, les institutions concernées et l'ensemble des acteurs du territoire, municipalité, département, préfet mais aussi les riverains à engager un travail coordonné permettant de construire des réponses durables, humaines et fondées sur les droits.

Nous demandons notamment :